

les affaires

Défis de taille pour le prochain président de Desjardins

Par René Vézina

Édition du 20 Février 2016



Une nouvelle campagne électorale vient de s'engager au Québec et elle est de taille.

Le 19 mars prochain, 256 délégués choisiront à majorité simple la 11^e personne à présider officiellement le Mouvement Desjardins, depuis Cyrille Vaillancourt, en 1932. Impossible de dire «le 11^e président», puisqu'on choisira la personne qui succédera à Monique F. Leroux, première présidente de l'histoire de l'organisation. Toutefois, aucun problème à parler du «prochain président», puisque les trois candidats sont des hommes.

Succéder à Monique F. Leroux est déjà un défi : elle a été omniprésente sur la scène publique au cours des huit années durant lesquelles elle a assumé la direction de Desjardins, et on s'attend à ce que quiconque accède à ce poste fasse de même. Pensez à Claude Béland et à Alban D'Amours, pour ne nommer qu'eux.

C'est la nature même du Mouvement, ainsi que son ampleur, qui l'exige. Avec sept millions de membres et de clients, et un actif total de 251 milliards de dollars, Desjardins est, de loin, le plus important groupe financier coopératif du Canada et le sixième du monde. Son statut de coopérative constitue une de ses forces, de même qu'une de ses contraintes... parce qu'on s'attend toujours à ce que Desjardins se distingue des banques à charte par son engagement communautaire tout en offrant au moins autant de services.

Le prochain président devra donc composer avec des demandes, dont certaines prennent l'aspect de récriminations. Assurer le maintien des ristournes, en baisse depuis quelques années, mais qui représentent quand même une des pierres d'assise de l'institution. Maintenir un niveau convenable de bénéfices (pudiquement appelés des trop-perçus) pour maintenir l'excellente cote de crédit qui l'avantage, alors que certaines caisses locales vulnérables craignent d'être abandonnées. Expliquer aux membres impatientes que Desjardins ne peut tout faire et que les choix risquent d'être douloureux.

Ce n'est là qu'un échantillon de ce qui attend le prochain grand timonier...

Fait particulier cette fois, malgré l'attrait indéniable de la fonction, pouvoir et rémunération aidant, ils ne sont que trois candidats à se présenter. Lors de l'élection d'Alban D'Amours en 2000, puis de Monique F. Leroux en 2008, on en comptait huit. Chaque fois, il a fallu pas moins de six tours de scrutin pour prendre la décision finale !

Dans ce cas-ci, le faible nombre de candidats est étonnant, et Claude Béland lui-même s'est interrogé publiquement sur cet intérêt restreint pour la présidence d'un pilier de la société québécoise, en allant jusqu'à écrire : «Piètre résultat pour une organisation qu'on dit sous contrôle démocratique».

On verra... Qui sont les prétendants, quelles sont leurs chances ? J'y reviendrai dans une prochaine chronique.

Academos, pour persévérer à l'école

Vous souvenez-vous de vos interrogations au secondaire ? Au collège ? Il fallait très tôt, parfois trop à votre goût, faire des choix de programmes scolaires qui allaient déterminer dans quel domaine vous alliez travailler un jour... si jamais vous parveniez à terminer vos études.

Aux prises avec des doutes et d'autres problèmes en cours de route, beaucoup de jeunes décrochent, amenuisant ainsi leurs chances de trouver un travail qui leur convienne et par lequel ils pourront se réaliser. Si seulement ils pouvaient obtenir un peu d'éclairage...

C'est à partir de ce constat que Catherine Légaré a fondé, il y a 16 ans, Academos. Cet organisme à but non lucratif met en relation, grâce à Internet, des jeunes en quête d'informations et des gens actifs dans les domaines qui les intéressent.

L'organisme regroupe quelque 2 000 cybermentors et 36 000 jeunes. Les candidats mentors doivent d'abord être agréés : les jeunes sont souvent des mineurs, et la prudence est de mise quant à leurs répondants. L'appariement entre les jeunes et les mentors s'effectue grâce à un algorithme, et des choix sont offerts quant aux discussions qui peuvent s'engager.

Cette plateforme en ligne offre le double avantage d'aider à briser l'isolement géographique et l'isolement social.

Isolement géographique : imaginons un jeune Montréalais intéressé par un métier dans l'industrie minière. Par Academos, il pourra entrer en relation avec une personne en Abitibi ou sur la Côte-Nord, qui connaît le milieu et qui l'aidera à le comprendre.

Isolement social : ce n'est pas parce qu'on réside en ville qu'on a accès aux ressources qui nous aideront à prendre une décision, et surtout à persévérer. Academos se veut aussi une communauté virtuelle. Elle encourage le dialogue.

Mais le mouvement ne peut exister sans la collaboration du réseau scolaire et du milieu du travail. De là l'intérêt de l'initiative lancée cette semaine et par laquelle une vingtaine d'organisations s'engagent à recruter dans leurs rangs au moins 10 cybermentors, à qui on donnera le temps de conseiller des jeunes.

Déjà, des entreprises comme Provigo, Ubisoft, Alcoa, mais aussi de moins grandes comme Drakkar s'y sont engagées. On doit souhaiter que d'autres emboîtent le pas. Le Québec gagne à voir ses jeunes citoyens réaliser leurs rêves grâce à un bon accompagnement initial.

De mon blogue

Éducation

La semaine de la persévérance scolaire larguée par Québec

Les données sont pourtant sans appel. Selon le rapport «Savoir pour pouvoir», publié en 2009 par le Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires, les jeunes qui abandonnent leurs études risquent d'en souffrir toute leur vie. Leur espérance de vie est plus courte de 7,1 années par rapport aux autres. Le risque de faire un jour de la prison est presque deux fois plus élevé, tout comme celui de se retrouver en chômage, sans oublier le fait qu'ils seront moins outillés pour intervenir en société et pour participer à la vie démocratique.

Suivez René Vézina sur Twitter [@vezinar](#)